

L'incertitude politique de l'après-Merkel. Analyse de la dernière ligne droite des élections législatives allemandes.

Merkel IV, c'est fini. Son quatrième et dernier gouvernement (2018-2021) va tirer sa révérence. Dimanche 26 septembre, nos voisins votent, après 16 ans de règne d'Angela Merkel, la « dame de faire », plus appréciée que jamais et que les Allemands regrettent déjà. L'occasion pour nous, Français, de nous pencher sur le paysage politique allemand et d'essayer de le comparer avec le nôtre. Il y a quelques bonnes raisons pour faire cette comparaison. Au-delà du fait que nous formons un vieux couple, rappelons que les Verts français organisent au même moment le second tour de leur primaire et vont vouloir souligner le bon score de leurs camarades germaniques. Dans le même ordre d'idée, le Parti socialiste ne loupera pas l'occasion d'interpréter le résultat du SPD comme preuve du renouveau social-démocrate sur le continent. Quant à la droite, elle va tout faire pour commenter le moins possible le prévisible recul historique de la CDU. Deux conclusions hâtives et une omission volontaire qui ne manqueront pas d'être faites et que nous voulons éclairer en amont. En partant toujours de la réalité allemande. Commençons donc par cela. La campagne aura ainsi été marquée par trois mouvements brusques d'amplitude surprenante : une percée éphémère des Verts (Die Grünen), un monumental écroulement des conservateurs (CDU) et une remontée inespérée des sociaux-démocrates (SPD).

* * * **L'éphémère percée des Verts.** Nous sommes le 24 avril 2021. La terre se met à trembler dans les couloirs de la capitale. Un sondage KANTAR vient pour la première fois de l'histoire politique du pays de placer les Verts en tête, devant la CDU, avec 28% contre 27%. Il y a deux mois à peine, en février, la CDU caracolait en tête avec 37% et les Grünen étaient à la traîne avec 19%. Quelques jours avant ce coup de tonnerre, le 19 avril pour être exact, Annalena Baerbock (40 ans) venait d'être désignée candidate des Verts. Elle partage la direction du parti avec Robert Habeck depuis 2018. Celui-ci est mieux perçu dans l'opinion, mais elle a réussi à s'imposer grâce notamment à un féminisme militant revendiqué au sein du mouvement. Au même moment, la CDU hésite encore entre deux candidats, nous y reviendrons. Il y a donc six mois, les Verts sont au sommet et la Chancellerie semble inexorablement s'offrir à eux. Inédit. Proprement incroyable. Pourtant, les derniers sondages ne donnent que 16-17% aux Verts. Que s'est-il passé ? Le slogan de la campagne trahit une confiance en soi sans doute exagérée : « Prêts, parce que vous l'êtes ». Tout semblait en effet aller dans le sens des Verts. Les manifestations pour le climat, la conversion écologique des autres partis, les incendies incontrôlables partout dans le monde, les inondations du mois d'août dans l'Ouest du pays. Mais, les (mauvaises) affaires se sont enchaînées pour la candidate : des revenus non déclarés, un CV incomplet et surtout un lamentable plagiat. Dans son livre de campagne, un passage entier provient d'un livre écrit par des parlementaires de... la CDU. Surtout, très vite, les observateurs soulignent son manque d'expérience dans l'exécutif et son manque d'assurance à la tribune. Très vite, certains disent que le parti s'est trompé de candidat et que Habeck aurait fait une bien meilleure campagne. Difficile à encaisser pour l'intéressée, mais impossible à nier pour ses

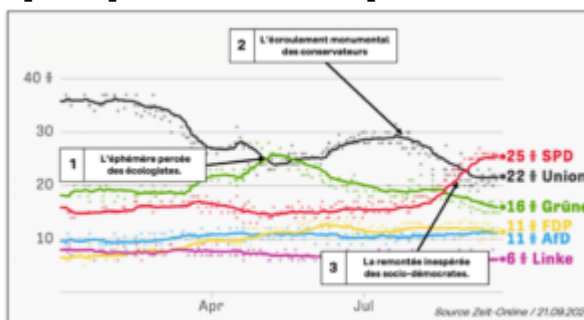
L'incertitude politique de l'après-Merkel. Analyse de la dernière ligne droite des élections législatives allemandes.

partisans. Quoi qu'il en soit, le dimanche 26 septembre au soir, les Verts feront leur meilleur score historique, aux alentours de 17%, alors qu'ils n'avaient fait que 8,9% lors des élections 2017. Et ils feront sans doute partie de la coalition au pouvoir. Mais les regrets seront immenses. Les Grünen n'auront pas su rassurer l'électorat allemand qui n'imagine toujours pas leur confier les rênes du pays. Toujours ce fameux « plafond des Verts ». Pendant des semaines, les Verts français ont imaginé qu'une écologiste s'empare du pouvoir dans la capitale de la première puissance économique du continent. Imaginez la séquence : une victoire des Verts allemands au sortir de la primaire des Verts français. Mais, à part l'étiquette, Annalena Baerbock a peu en commun avec ses camarades français. C'est une « realo », opposée aux radicaux qui ressemblent plus à Sandrine Rousseau. Annalena Baerbock a étudié à la London School of Economics (LSE), elle incarne une écologie réconciliée avec l'industrie, est sensible aux conséquences de la transition énergétique en termes d'emplois, notamment dans les bassins de charbon de l'Ouest. Son cœur de cible, ce ne sont pas les ayatollahs de l'interdiction mais le peuple allemand tout entier, son objectif n'est pas de répandre le catastrophisme mais de démontrer la capacité des écologistes à assurer des responsabilités nationales. Rappelons peut-être pour finir que les Verts participent à 10 gouvernements de Land sur 16, dans la moitié des cas aux côtés de la CDU.

Le monumental écroulement des conservateurs. La CDU, parlons-en. Sa chute est vertigineuse. Donnée gagnante depuis trois ans, elle s'est écroulée en trois semaines. L'institut KANDAR lui accordait 36% il y a douze mois et aujourd'hui elle lutte péniblement autour des 22%, même si elle a gagné un petit point au cours de la dernière semaine. Elle avait fait 33% en 2017. Les observateurs s'accordent là aussi pour dire que le parti s'est trompé de candidat. La CDU a choisi son président, Armin Laschet (60 ans). Un autre dirigeant était en lice et bien plus apprécié dans l'opinion : Markus Söder. Son tort ? Ne pas être de la CDU mais de la CSU, le parti-frère de Bavière. Il en est même le patron et les dirigeants de la CDU voyaient d'un très mauvais œil sa candidature, craignaient une OPA doctrinale et rappelaient que dans l'histoire, quand les conservateurs choisissaient un membre de la CSU (Strauss en 1979 ou Stoiber en 2002), c'était la défaite assurée. Ce choix de la direction du parti de soutenir *mordicus* Laschet laisse vraiment pantois : il obtient 11% d'avis favorables comme chancelier potentiel contre 29% pour le candidat du SPD Olaf Scholz, mais si Söder avait été désigné, il obtiendrait 39% contre 22% pour Scholz. Les dirigeants de la CDU n'en n'ont que faire et disent que les sondages ne doivent pas leur forcer la main, que Laschet va monter en puissance, forcément. Cet entêtement de la CDU à vouloir soutenir son président contre l'opinion témoigne du décalage croissant des appareils partidaires avec le pays. Cet entêtement a été immédiatement sanctionné dès la première averse venue. Sachant qu'en lieu d'averse, il y eut des inondations dévastatrices et notamment dans le land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, dirigé par... Armin Laschet. Sa gestion de la pandémie l'avait déjà un peu desservi mais sa gestion des inondations fut

L'incertitude politique de l'après-Merkel. Analyse de la dernière ligne droite des élections législatives allemandes.

catastrophique. Trop lent, pas assez empathique et surtout commettant une gaffe immense : le 17 juillet, lors du discours retransmis en direct du Président Steinmeier venu sur place, on l'aperçoit à l'arrière-plan en train de plaisanter. Le « sourire de Erfstadt » va lui coûter de nombreux pourcents. Cela marquera le début de la chute vertigineuse qu'il va connaître. La veille de cette immense bévue, il était à 29%, un mois plus tard, il a perdu 5 points et deux mois plus tard, il est à 22%. Laschet, aux commandes du parti de Merkel, n'arrive pas à incarner la relève. Le vide à combler est trop grand, son charisme trop mince. Les trois débats télévisés (« triels ») organisés entre lui, Baerbock et Scholz ne lui ont été d'aucune d'aide. Dans la dernière ligne droite, il essaye de sortir l'artillerie lourde. Il évoque les affaires (Wirecard/Cum-Ex). Il insiste surtout sur le risque d'une coalition Rouge-rouge-Verte pour les libertés. Il a ainsi cette saillie violente contre Olaf Scholz lors du deuxième triel, le 29 août dernier : « Vous ne pouvez pas essayer de passer pour Angela Merkel et en même temps parler comme Saskia Esken » (la patronne du SPD, marquée très à gauche et censée prôner l'alliance potentielle avec l'extrême-gauche, die Linke). Laschet est en effet condamné à attaquer. Nous verrons dimanche, avec quels effets. Au final, il ne souffre pas seulement de la comparaison avec ses concurrents, il souffre aussi et surtout de la comparaison avec Angela Merkel. La chancelière a précisément participé à un meeting pour essayer de lui venir en aide. Rien n'y fait, personne ne reconnaît en lui son successeur à elle. À l'issue de la campagne, Armin Laschet fera à n'en pas douter le plus mauvais score de l'histoire de son camp. Ainsi, l'adieu politique de Merkel risque donc de coïncider avec le



passage de la CDU dans l'opposition.

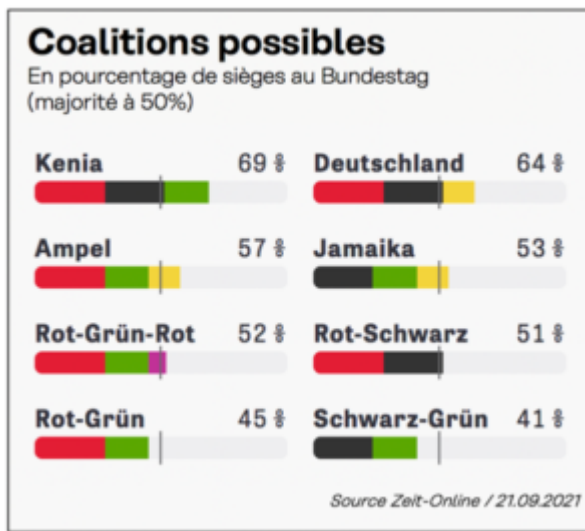
La remontée inespérée des sociaux-démocrates. Cette élection pleine de surprises et également pleine d'ironie. L'héritier de Merkel sera sans doute issu des rangs du SPD : Olaf Scholz (63 ans). L'ancien maire de Hambourg et actuel vice-chancelier en charge des finances, est perçu comme tel dans l'opinion et en joue allégrement. Il lui ressemble aussi dans le caractère, discret et toujours en maîtrise. Le Spiegel parle de lui en évoquant « l'incarnation même de l'ennui en politique ». Sévère mais pas faux. Quoi qu'il en soit, le candidat du SPD est la grande surprise de cette élection. Il y a quelques mois encore, personne n'aurait misé un euro sur lui. Et pourtant, le voici en passe de sortir premier d'un concours de circonstances. En s'arrogeant de fait, de par son style sobre voire mécanique, l'héritage politique de Merkel. Il a très vite compris qu'il avait intérêt à mettre en avant ses

L'incertitude politique de l'après-Merkel. Analyse de la dernière ligne droite des élections législatives allemandes.

qualités personnelles, et notamment son sérieux, personnaliser l'élection, prenant acte de la faiblesse évidente de ses deux concurrents directs. Sa chance aura été d'avoir été désigné très tôt, il y a plus d'un an, en août 2020, alors que Baerbock et Laschet l'ont été en avril 2021. À noter ici que contrairement à eux deux, il ne dirige pas son parti. Il a pourtant lui aussi visé ce poste mais a été battu au dernier congrès du SPD en décembre 2019 (45%) face à un duo marqué beaucoup plus à gauche que lui (Esken/Walter-Borjans). Le parti lui donne tout de même l'investiture, pensant à l'époque que la défaite était presque garantie. Il porte désormais un programme assez volontariste, proposant de taxer les hauts revenus et d'augmenter le salaire minimum à 12 euros de l'heure, ce qui concernera presque 10 millions de personnes. Alors qu'il incarne l'orthodoxie budgétaire, il a su faire preuve de souplesse face au Covid, évoquant même le « bazooka » des aides pour soutenir l'économie. Il se revendique toujours de l'aile droite du SPD et assume pleinement que son parti soit un allié fidèle de la CDU au sein de la « grande coalition », entre 2005 et 2009 et depuis 2013. Les socialistes français auront du mal à expliquer qu'Anne Hidalgo se situe sur la même ligne, elle qui se dit d'ailleurs plutôt « écologiste ». Mais revenons à Olaf Scholz. Vice-Chancelier, il aura mené une campagne de sortant au bon bilan. Sans faire de vague et en surfant sur les erreurs des autres candidats. Son calme olympien rassure visiblement et rappelle inévitablement le flegme merkélien. « Olaf s'en occupe », tel est le slogan, telle est la promesse émise par un homme sérieux et prise très au sérieux par les électeurs. Olaf Scholz s'est ainsi installé comme le successeur officieux de la chancelière et se profile comme une sorte de Merkel 2.0. **Le jeu des cinq couleurs.** Oui, c'est une folle campagne. Et son issue reste encore très incertaine. Car même si le candidat du SPD a réussi à se hisser en tête dans les dernières enquêtes d'opinion avec 25%, il ne mène que de trois points face à la CDU, ce qui est exactement la marge d'erreur des sondages. En outre, le nombre des hésitants est considérablement élevé, sans doute aux alentours d'un quart dans la dernière semaine. Qui sont-ils ? Peut-être une bonne réserve pour la CDU, constituée de personnes qui hésitent à se prononcer ouvertement pour Laschet mais finiront peut-être par glisser le bulletin dans l'urne, pour le camp conservateur. Autre inconnue de taille : le vote par courrier. Cette modalité existe depuis 1957. Lors du dernier scrutin en 2017, près de 30% des électeurs l'avaient choisi. Cette procédure - qui est ouverte six semaines avant l'élection - fait que c'est un peu jour de vote tous les jours. Cette année, les observateurs tablent sur 40% d'électeurs par courrier. C'est énorme et ajoute à l'incertitude. Du dépouillement de 2017, on sait que ces électeurs sont majoritairement des personnes de plus de soixante ans, des diplômés et des étudiants. Et qu'ils votent plutôt CDU et Verts. L'AfD, le parti d'extrême droite, en souffre à l'inverse : 9,6% contre 13,9% dans les urnes. Et puis reste l'incertitude liée aux sondages. Les Allemands ont encore en mémoire les élections dans le land de Saxe-Anhalt, début juin, où les sondeurs annonçaient une course au coude à coude entre CDU et AfD alors que la CDU a fini par l'emporter

L'incertitude politique de l'après-Merkel. Analyse de la dernière ligne droite des élections législatives allemandes.

avec... 16 points d'avance. Vertigineux. Cette campagne gazeuse rend donc tout pronostic délicat. Une chose paraît sûre. Il faudra une coalition. Première question-clé : emmenée par qui ? Le SPD ou la CDU. Si le SPD arrive en tête, il pourra s'allier avec les Verts, mais cela suffira-t-il à atteindre les 50% ? Non, si on en croit le dernier sondage (25 + 16 = 41%). Il faudra un troisième partenaire, sans doute les Libéraux du FDP, dirigé par Christian



Lindner.

Autre certitude : le jeu des cinq couleurs va battre son plein le soir même de l'annonce des résultats (rouge pour le SPD, noir pour la CDU, vert pour les Grünen, jaune pour le FDP et violet pour die Linke). Mais, la CDU entend bien agiter ces couleurs dans les derniers jours de campagne et notamment la fameuse coalition SPD/Grünen/Linke, véritable cauchemar pour les électeurs conservateurs et une bonne partie des centristes. Armin Laschet en rajoute donc des louches sur le danger que cette coalition ferait courir sur les libertés, sur l'économie et également sur la politique étrangère allemande et notamment les interventions extérieures et l'appartenance au camp atlantiste. Le candidat de la CDU sait bien que les électeurs sont tous stratèges en Allemagne et pour cause : voter pour un parti c'est aussi voter pour une coalition avec un ou plusieurs autre(s) parti(s). Ainsi, un électeur du FDP pourra se retrouver avec une coalition plutôt de droite (noire-verte-jaune dite coalition « Jamaïque ») ce qui serait son penchant naturel mais aussi avec une coalition plutôt de gauche (rouge-jaune-verte dite « Ampel » ce qui veut dire « feux de signalisation »). Mais, il faut ici distinguer les coalitions probables et les coalitions possibles mais improbables. Jamaïque et Ampel sont probables, une coalition de gauche est aussi possible mais beaucoup moins probable. C'est la fameuse coalition regroupant SPD/Grünen/Linke (rouge-verte-rouge ou « R2G »). C'est le fameux épouvantail brandi par la CDU et le FDP dans cette dernière ligne droite. Complètement improbable ? À voir. Certes, les têtes de liste de la gauche allemande divergent fortement, mais pas forcément le programme de leurs partis respectifs. Ceci dit, si Scholz botte en touche quand on lui demande s'il est prêt à s'allier avec l'extrême gauche, c'est avant tout pour faire

L'incertitude politique de l'après-Merkel. Analyse de la dernière ligne droite des élections législatives allemandes.

indirectement pression sur le FDP. En bottant en touche, il se réserve donc une porte de sortie vers une coalition R2G et invite ainsi le FDP à baisser d'un ton. Oui, c'est compliqué. Pour les électeurs aussi, qui en souffrent et qui ont vraiment du mal à se décider. Et dimanche soir, ils n'y verront pas forcément plus clair. En 2005, les estimations ont d'abord donné Schröder gagnant. Au final, la CDU finira devant avec un tout petit point d'avance. Surtout, il ne faut pas s'attendre à connaître dès dimanche soir la coalition gagnante. En 2017, il y a fallu attendre 171 jours avant que le gouvernement Merkel IV soit formé. Entre temps, la CDU avait négocié avec le FDP et les Verts pour former une coalition « Jamaïque ». Mais, cela n'avait abouti à rien et le SPD signa à nouveau pour une nouvelle « grande coalition » alors même qu'il l'avait formellement exclue pendant toute la durée de la campagne. * * * La vigilance sera donc de mise quand vous entendrez dans les prochains jours des politiques ou des commentateurs tirer des leçons hâtives des élections allemandes et proposer des extrapolations douteuses et orientées. Évitions donc ce qu'on pourrait appeler « l'anatopisme », ce qui serait à l'espace ce que l'anachronisme est au temps. Plus fondamentalement, il faut s'y préparer et se faire une raison : l'îlot de stabilité qu'est notre voisin d'outre-rhin risque d'être submergé par l'incertitude. Ce trouble collectif soulignera encore un peu plus le manque cruel que le départ d'Angela Merkel suscite d'ores et déjà. Au fond, la normalité semble rattraper l'Allemagne. D'une part, parce que l'extrême-droite a réussi à s'installer pour de bon, comme partout en Europe, même si elle ne paraît pas en mesure de peser politiquement sur ce scrutin. D'autre part, parce que les partis établis sont depuis de nombreuses années déjà affaiblis. Ainsi, au moment même où certains acteurs politiques vont vouloir « franciser » le résultat de ces élections, les observateurs allemands disent que leur paysage politique ressemble de plus en plus à celui des Pays-Bas, qu'il se « hollandise » : fracturation des camps et perte d'attractivité des partis dits de masse. La première puissance du continent a devant elle des longues semaines de négociations en vue de la constitution d'un contrat de coalition. D'autant plus que des sujets essentiels ont à peine été effleurés au cours de la campagne, comme l'impératif de modernisation et de digitalisation de l'économie ou la question de l'insécurité culturelle qui devient de plus en plus prégnante. Le dernier contrat de coalition faisait 175 pages et a donné lieu à d'âpres discussions. Le prochain demandera lui aussi beaucoup de travail de la part des différents négociateurs et provoquera de longs échanges tactiques et techniques qui échapperont pour grande part aux citoyens, nourrissant encore un peu plus la fatigue démocratique du peuple allemand. Concluons donc en citant Otto Von Bismarck qui disait que „les lois sont comme les saucisses, il vaut mieux ne pas être là quand elles sont faites“. On pourrait en dire tout autant des contrats de coalition. Peu importe, le peuple allemand est patient et il sait que Merkel veillera sur eux en attendant. * Mathias ULMANN, contributeur pour L'Aurore, est conseil en stratégie. Franco-Allemand, il vit et travaille en Allemagne depuis plus de dix ans.

L'incertitude politique de l'après-Merkel. Analyse de la dernière ligne droite des élections législatives allemandes.

1. 
2. 